

Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes

Paris, le 11 janvier 2007

OBJET : Consultation publique : L'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès

L'accès aux immeubles constitue une des problématiques du Syndicat des Opérateurs Postaux (SOP), car cet accès est un élément facilitateur de la distribution du courrier.

Dans ce contexte, le syndicat accueille favorablement la consultation publique lancée par l'Autorité de Régulation des Communications électroniques et des Postes (ARCEP). Elle est de nature à traiter de la question récurrente de l'accès des opérateurs postaux aux halls d'immeubles équipés de systèmes électroniques d'accès, dont VIGIK, qui se développent dans le parc immobilier actuel. Si ces systèmes sont en cours d'expansion, le syndicat rappelle qu'il existe par ailleurs de multiples autres modalités d'entrée dans les immeubles collectifs d'habitation (autres systèmes électroniques, codes d'entrée, ouverture par personnes physiques), qui représentent encore la majorité des accès aux boîtes aux lettres particulières.

Dans ce cadre, le SOP tient à rappeler le besoin de trouver une traduction en terme d'accès au droit des opérateurs autorisés par l'ARCEP au titre de l'article L. 3 du code des postes à exercer des activités incluant la distribution d'envois de correspondance, d'accéder aux boîtes aux lettres particulières installées dans les halls d'immeubles collectifs pour les besoins de la distribution d'envois postaux (articles L. 5-10 du code des postes et de l'article L. 111-6-3 du code de la construction).

Le syndicat constate la diversité des situations de ses membres dans l'accès effectif aux boîtes aux lettres des immeubles équipés du système électronique VIGIK. Certains ont des accès immédiats (dits aussi natifs) à couverture nationale, d'autres possèdent des accès immédiats à couverture géographique limitée, d'autres doivent faire des démarches individuelles auprès de syndicats des immeubles opérant sur leurs zones de distribution.

L'article L. 5-10 du code des postes et des communications électroniques (CPCE) rappelé par l'ARCEP dans sa consultation publique est très clair : « Afin d'être en mesure d'assurer la distribution d'envois postaux, le prestataire du service universel et les titulaires de l'autorisation prévue à l'article L. 3 ont accès, selon des modalités identiques et définies par décret en Conseil d'Etat, pris après avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, aux boîtes aux lettres particulières ».

Le SOP insiste sur la nécessité d'aller rapidement à une solution pour garantir l'équité concurrentielle entre les différents acteurs. Dans ce cadre, il accueille favorablement les dispositions de court terme proposées par La Poste telles qu'elles ont été présentées au cours d'un Comité des instances VIGIK le 18 décembre dernier.

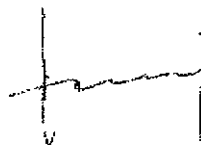
Le SOP considère que la solution opérationnelle à mettre en place concernant l'utilisation de VIGIK doit respecter scrupuleusement la règle définie dans cet article L. 5-10. Il s'agirait ainsi de permettre à l'ensemble des opérateurs de distribution en boîtes aux lettres de disposer du même code d'accès natif VIGIK. Ceci pourrait être rendu possible par l'utilisation d'un des codes actuellement utilisés par La Poste que celle-ci partagerait alors, avec tous les autres opérateurs pour la distribution en boîtes aux lettres.

Conscient des impératifs de sécurité des immeubles et de protection des biens et des personnes, le SOP considère que des précautions doivent être prises a priori et doivent inclure un engagement des opérateurs à respecter des règles sur l'utilisation du système. Il considère aussi qu'une entité spécifique de gestion du code ainsi attribué devrait disposer d'un pouvoir de sanction à l'égard des opérateurs qui contreviendraient à ces règles et mettraient de ce fait en péril la pérennité d'accès des autres acteurs. Le SOP devrait être associé à la gouvernance du système pour ce qui est du droit d'accès des opérateurs postaux, et partager cette responsabilité notamment avec des représentants de syndicats, particulièrement concernés par ce sujet.

La Poste, au même titre que les autres opérateurs, utiliserait ce code mutualisé et on aboutirait ainsi à des « modalités identiques d'accès aux boîtes aux lettres » pour les différents opérateurs. De ce fait, elle pourrait se défaire de son deuxième code et le rendre disponible aux services d'urgence et de sécurité (que l'ARCEP mentionne dans sa consultation), dont le besoin d'accès aux immeubles paraît évident.

Le SOP demande par ailleurs à ce que des solutions plus globales soient trouvées afin de rendre effectif le droit d'accès aux boîtes aux lettres dans les immeubles dont l'accès se fait par des moyens autres que VIGIK ou similaires.

Le Secrétaire général du SOP



Philippe PINVIN